

Le défi olympique de 1976 et le Service

Le récent déploiement de 150 membres du SPVM à Vancouver, dans le cadre des XXI^{es} Jeux olympiques d'hiver, n'est pas sans rappeler qu'il y a 34 ans, c'était ici, à Montréal, que la fièvre olympique s'installait et suscitait de sérieuses craintes sur le plan de la sécurité.

Lorsque, le 12 mai 1970, le Comité International Olympique (CIO) octroyait les Jeux d'été de 1976 à Montréal, le Service de police avait au moins deux autres préoccupations plus immédiates : la lutte contre le terrorisme local, qui mena à la crise d'Octobre ; et l'intégration des 25 corps policiers sur l'île de Montréal qui venait d'être décrétée, créant ainsi le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, le défunt SPCUM. On comprendra facilement que dans ces circonstances, six ans, ça semblait bien loin...

Les séquelles des Jeux de Munich

Mais nous sommes réveillés brutalement après le 5 septembre 1972, alors que le monde entier apprenait avec horreur qu'aux Jeux de Munich, malgré toutes les mesures prises pour assurer la sécurité des délégations de certains pays, onze athlètes et accompagnateurs israéliens et un policier allemand avaient été tués, en plus de cinq terroristes identifiés au groupe Septembre noir, dans ce qu'il a été convenu d'appeler le Massacre de Munich. Après Munich, la tournure des événements a fait réfléchir tout le monde policier, sur divers plans. C'étaient, rappelons-le, les Jeux de Montréal, mais il devenait évident que les événements de Munich allaient avoir un impact important sur les mesures de sécurité à venir et que la GRC, la SQ et les Forces canadiennes auraient maintenant un plus grand rôle à jouer que ce qui avait été originalement prévu pour eux. À Munich, en 1972, les Jeux olympiques avaient perdu leur innocence!

Les Jeux deviennent un impératif pour le SPCUM

Au nouveau Service de police de la CUM, ce drame a été une sorte de coup de fouet qui a réveillé l'intérêt, même chez ceux qui ne pensaient plus aux Jeux. C'est comme si chacun s'était dit que ça ne se passerait pas comme ça à Montréal ; la sécurité de nos Jeux olympiques devenait un grand défi collectif et les choses commencèrent enfin à bouger. Alors que la construction des installations sportives débutait à peine, le Comité d'organisation des Jeux olympiques – le COJO – était créé et M. Guy Toupin (notre photo), directeur adjoint au SPCUM, était nommé coordonnateur principal de la sécurité. En clair, il allait



Montréal 1976

exercer une autorité au moins morale sur les quelque 16 000 personnes affectées à la sécurité olympique, surtout des militaires et des policiers, dont 1 600 du SPCUM – soit le tiers des effectifs opérationnels du Service. Du jamais vu!

Selon M. Toupin – aujourd'hui âgé de 86 ans et que l'auteur a interviewé récemment –, le défi de réussir là où d'autres avaient flanché avant nous, à Munich, a été le ciment qui a permis une grande unité d'action chez nous, malgré la diversité des services impliqués dans la sécurité des Jeux.

Création du groupe Alpha

Après le désastre de Munich dont personne n'aurait pu prévoir l'ampleur, aucun scénario ne pouvait être écarté – et pas seulement les gestes reliés aux conflits du Moyen-Orient, car il y avait bien d'autres mouvements terroristes ailleurs. Un comité des mesures d'urgence a donc été mis sur pied ; il fut appelé STRATACUR, pour Stratégie, Tactiques et Urgence. Un volet de STRATACUR concernait les interventions policières d'urgence, notamment en cas de prise d'otage, de fusillade et de découverte de bombe. Or, d'une part, il était bien évident qu'avec ses effectifs habituels, la Section technique (le « SWAT » de l'époque) ne pouvait répondre à la

demande et que, d'autre part, le besoin en effectifs additionnels aurait un caractère provisoire. Après examen de nombreux scénarios, il fut décidé que, pendant la période olympique, soit du début juin au début août 1976, les effectifs de la Section technique seraient portés de 12 à 60, créant ainsi le groupe d'intervention Alpha, l'ancêtre du GTI actuel.

Être prêts à tout pour qu'il ne se passe rien

Un vaste programme de formation permit à tous les policiers, affectés à des tâches spécifiques ou non, d'être prêts pour le grand jour de l'ouverture des Jeux, le 17 juillet. Durant cette période d'effervescence inoubliable, les membres du Service étaient prêts à affronter le diable, mais il ne s'est pas montré ! On ne saura jamais dans quelle mesure notre niveau de préparation opérationnelle, pas seulement au SPCUM, mais dans l'ensemble des forces de l'ordre (comme on désignait alors les 16 000 personnes affectées à la sécurité des Jeux), a contribué à cette réussite. Toutefois, le fait qu'il n'y ait eu ni prise d'otage, ni assassinat ou attentat à la bombe est déjà une réponse suffisante.

1. L'auteur était le commandant du groupe d'intervention Alpha, dont il est question dans cet article.